



GENÈVE TIERS-MONDE

RAPPORT
ANNUEL
2020





Formation pratique à la surveillance environnementale, à Risaralda, Colombie

Édité par GeTM. Genève, avril 2021. Imprimé en 500 exemplaires
sur papier recyclé FSC. Graphisme : Nicolas Courlet.

SOMMAIRE

Instances	4
Mot de la présidente	6
Vie associative	8
GeTM capitalise ses expériences	10
Comment GeTM contribue aux ODD	12
2020, la crise sanitaire a démultiplié les inégalités	14
Nos partenaires en action	16
GeTM s'engage auprès des femmes et des jeunes filles	18

L'accès à l'eau comme garantie d'une paix durable	20
L'économie sociale et solidaire permet de rebondir ensemble	22
Compte de résultat de l'exercice 2020	24
Bilan au 31 décembre 2020	26
Annexe 1 : Tableau de variation des fonds affectés aux projets en 2020	27
Annexe 2 : Financements reçus pour les projets en 2020	28
Répartition des dépenses projets par pays	29
Répartition des financements des projets en 2020	30

INSTANCES

COMITÉ

Présidente :

Claudia Wyrsch

Membres :

Matteo Cavadini, Robert Dupertuis,
Henri Mégroz (jusqu'au 15.09.20),
Dalia Pacheco (Trésorière, dès le 15.09.20),
Delphine Stalder et Luiza Vasconcelos
(Vice-présidente dès le 15.09.20)

CONTRÔLEURS AUX COMPTES

Internes :

Lionel Burri et Maria Decor Opazo

Externe :

Fiduciaire Warrin et Chatton S.A.

SECRÉTARIAT

Secrétaire Général :

Alejandro Mackinnon

Chargées de projets :

Maria Adelaida Muñoz (jusqu'au 31.08.2020),
Blanca Murcia Forero (dès le 01.09.2020)

Secrétaires comptables :

Jean Mertens (jusqu'au 28.02.2020)
et Ursula Koch (dès le 01.04.2020)

Chargé-e-s de projet (en mission temporaire) :

Kayla Coppens, Sandra Ernesto,
Alyssia Piguet, Estelle Rosa et Diego Torres

PARTENAIRES TERRAIN

Au Bénin : CDEL, à Cotonou

En Colombie : Enda-Colombie, à Bogota
Penca de Sábila et Vamos
Mujer, à Medellin

Au Pérou : Cesip, à Lima et Cusco
Desco, à Lima
Desco-Sur, à Arequipa

Au Togo : Cetramode, à Dassoute
ETD, à Lomé
Gradse et MVCP, à Sokodé

GeTM EST MEMBRE DE :

- FGC – Fédération Genevoise de Coopération
- APRES-GE Chambre de l'Economie Sociale et Solidaire
- PSA – Plateforme Souveraineté Alimentaire de la FGC

GeTM EST PARTENAIRE DE :

- PPE+ Programme d'Expériences Professionnelles dans l'Economie sociale et solidaire
- Syni-Lausanne – Bureau des emplois temporaires subventionnés de la Ville de Lausanne
- CGV – Centre Genevois du Volontariat
- CAGI – Centre d'accueil de la Genève Internationale
- PS-EAU Programme Solidarité Eau

*L'association fonctionne grâce au soutien
d'une trentaine de personnes bénévoles qui collaborent
dans le cadre de nos actions et manifestations.*

MOT DE LA PRÉSIDENTE

L'ANNÉE 2020 restera à jamais gravée dans nos mémoires. La pandémie a bouleversé notre vie, nos habitudes, mais elle a surtout mis en avant les inégalités entre les pays face aux conséquences de cette épidémie. Celles-ci sont dévastatrices pour les populations défavorisées qui ne reçoivent pas ou très peu d'aides de leurs gouvernements.

En effet, en quelques mois, la crise du coronavirus a réduit à néant de nombreux progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. La Banque mondiale estime qu'entre 88 et 115 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 à cause de la crise du coronavirus, et qu'elles seront 150 millions de plus à la fin de cette année. En parallèle, la faim dans le monde a presque doublé depuis le début de la crise. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), quelque 270 millions de personnes sont actuellement au bord de la famine.

Cependant, lors de l'adoption de la stratégie de coopération internationale suisse 2021-24, la majorité des parlementaires a fait la sourde oreille sur ce constat en refusant de consacrer 0.5 % du RNB à l'aide publique au développement, objectif qui avait pourtant été voté par le Parlement en 2011. Ils n'ont pas non plus consenti à augmenter progressivement l'aide au développement pour atteindre le 0.7 % du RNB auquel la Suisse s'était néanmoins engagée en 1969 déjà ! Pourtant, des pays comme la Norvège ou la Grande-Bretagne l'ont atteint depuis belle lurette ; la riche Suisse, elle, opte pour ne pas honorer ses engagements alors que cette aide s'avère plus que nécessaire dans la situation actuelle.

La nouvelle stratégie de coopération internationale suisse 2021-24 oriente, en outre, une partie de l'aide au développement vers le secteur privé. Alors que l'objectif premier des ONG est de contribuer au développement et de lutter contre la pauvreté, celui des entreprises est de faire du profit. Les agissements des politiques suisses sont donc pour le moins surprenants et interrogeants. A la société civile d'être extrêmement vigilante à ce sujet ! Nous la savons désormais sensible aux questions éthiques dans le domaine du comportement des entreprises suisses à l'étranger après qu'une majorité de la population (malheureusement pas des cantons) a accepté l'initiative pour des multinationales responsables. Le soutien des associations de développement telle que GeTM reste donc essentiel.

Notre travail en 2020 a été marqué par un échange encore plus étroit avec nos partenaires, ce qui nous a permis de comprendre la situation que nos bénéficiaires vivaient sur place et d'adapter nos projets aux besoins liés à la situation sanitaire. Ceci a nécessité des fonds supplémentaires, qui ont cependant été difficiles à trouver. En effet, la pandémie a également eu des conséquences pour notre association : nous n'avons pas pu organiser ou participer à des manifestations telles que la Fête de la Musique qui nous permettent d'habitude de nous procurer des recettes rendant possible de compléter les demandes de financement de nos partenaires. De plus, beaucoup de fondations sollicitées ont priorisé leur soutien aux victimes de la pandémie ici en Suisse.

Heureusement, nous avons pu compter sur la grande générosité de nos membres qui a été primordiale pour que nous puissions répondre aux demandes spécifiques liées à la situation sanitaire de nos partenaires.

**Un grand merci du fond du
cœur à vous toutes et tous
qui avez soutenu notre travail
indispensable sur le terrain !**

Nous remercions également la FGC et les collectivités publiques pour leur compréhension et leur preuve de souplesse dans la gestion des projets dans ce contexte particulier !

Je vous souhaite bien du plaisir à parcourir ce rapport d'activité. Vous constaterez au fil de la lecture que des femmes et des hommes au Togo, au Bénin ou au Pérou ont su relever les défis de la crise économique et sanitaire. Ils ont fait preuve de courage, d'imagination, d'inspiration et de détermination afin de créer des opportunités pour surmonter les difficultés actuelles. L'appui de GeTM les y a encouragés.

Vous pourrez également découvrir que, à l'instar des préoccupations concernant l'accès à une eau saine et propre chez nous (cf. Initiative pour une eau potable propre), nos partenaires Penca de Sábila et ENDACOL en Colombie se battent pour l'accès à une eau potable de qualité.

J'espère avoir l'occasion de vous rencontrer lors d'un de nos événements lorsque cela sera à nouveau possible. Entre-temps, recevez mes salutations les plus cordiales.

Claudia Wyrsh
Présidente

VIE ASSOCIATIVE

LA vie associative s'est adaptée aux rythmes imposés par la crise sanitaire et par les mesures prônées par les autorités fédérales et cantonales. Les interventions dans la cité étant limitées, le Comité s'est concentré sur le renforcement des dynamiques internes. Il s'est réuni une dizaine de fois, en présentiel ou à distance, pour traiter les questions institutionnelles et de la vie associative.

UN DISPOSITIF DE CONTRÔLE

Le Comité a adopté un système interne de contrôle (S.I.C) répondant aux règlements en vigueur dans le domaine associatif. Ce document permet de vérifier la bonne utilisation des subventions reçues selon les règlements régissant les conditions d'octroi des subventions publiques, le respect des normes et des règlements internes en vigueur, ainsi que la maîtrise de l'ensemble des activités par les organes de l'association. L'adoption de ce document a conduit les organes de l'association vers une réflexion sur son fonctionnement et ses pratiques.

UNE COMMUNICATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX ACTUELS

La crise sanitaire a généré des interrogations sur la pertinence et la nature de la solidarité internationale. Par ailleurs, la manière de coopérer sur le terrain et de communiquer avec les membres, les autorités et le public a également été remise en question. C'est pourquoi l'association a mandaté une consultante externe pour, dans un premier temps, faire un bilan sur l'existence même de GeTM et la communication pratiquée et, dans un deuxième temps, pour proposer des pistes afin d'élaborer une nouvelle stratégie de communication adaptée aux changements sociétaux que nous vivons de nos jours.

Il ressort de cette étude que le travail de GeTM est caractérisé par sa manière horizontale de coopérer avec ses partenaires. Ce mode de fonctionnement génère une forte cohérence et pertinence dans les projets soutenus. L'étude a souligné la qualité des partenariats construits sur des relations qui ne sont ni moralisatrices ni dominantes, mais qui sont basées sur des principes humanistes tels que l'entraide,



Atelier de formation à la vie associative, à Sokodé, Togo

l'écoute, la fidélité, la loyauté ou encore l'autonomie. Le rapport signale également l'honnêteté intellectuelle et la transparence d'une gestion sérieuse, prudente et austère ainsi que l'appréciation très positive des bailleurs de fonds.

Du point de vue de la communication, le rapport est parvenu à la conclusion que l'association devait réactiver le mythe fondateur de « pionnier, militant, politique ». Sans dédire ou trahir l'éthique de l'association, il est proposé de repenser les points d'implantation, notamment en réinterprétant le développement à partir des nouvelles questions qui sont vitales aujourd'hui, tout en restant fidèle à la lutte contre les inégalités. Le rapport propose également de revoir la manière de communiquer, tant au niveau interne qu'externe, et propose des pistes stratégiques pour mieux se positionner institutionnellement.

DES RÉPONSES EFFICACES POUR PALLIER LES CRISES

De son côté, le Secrétariat a focalisé son travail sur le suivi des effets de la pandémie, sur les dynamiques des projets et des partenaires. En effet, pour chaque projet, le suivi a été démultiplié pour comprendre les contraintes, étudier les adaptations proposées, réévaluer les budgets accordés, analyser les risques et renégocier ces éléments avec les bailleurs de fonds. Ces démarches ont rassuré nos partenaires tout en leur permettant d'utiliser des fonds pour les nouveaux besoins émergents et réduire ainsi les vulnérabilités des groupes cibles par des réponses adéquates à chaque situation.

DES OUTILS PERFORMANTS

Grâce au soutien de la Loterie Romande, nous avons pu changer le parc informatique pour mieux nous adapter aux exigences du télétravail et rendre plus fluide la communication avec nos partenaires.

GeTM CAPITALISE SES EXPÉRIENCES

Atelier de capitalisation de la PSA, Genève



TOGO : LA GOUVERNANCE LOCALE DANS UN CONTEXTE DE DÉCENTRALISATION

En 2020, dans le cadre du processus de décentralisation au Togo, GeTM a clos une riche dynamique pour capitaliser et mettre en valeur les apprentissages acquis en matière de gouvernance locale, de participation citoyenne et de gestion durable des territoires. Ce travail, mené en partenariat avec l'organisation togolaise ETD, a été soutenu par les fonds partage de savoirs de la FGC.

Il s'agit d'un processus participatif qui tient compte des témoignages des acteurs impliqués dans le programme d'appui à la gouvernance locale et au développement durable, ainsi que des recherches et des échanges entre divers acteurs experts dans ce domaine.

Ce partage d'expérience met en évidence les enjeux liés au transfert du pouvoir d'une autorité centrale toute-puissante vers des autorités locales. La prise d'autonomie et l'intégration des citoyens dans les décisions les concernant directement est mise en exergue.

Ce processus a abouti à la publication et diffusion d'une dizaine de manuels et guides méthodologiques adressés aux collectivités locales. Quatre articles ont été relayés dans les milieux académiques togolais et six fiches thématiques ont été produites par GeTM. Ces outils sont accessibles à toute autre collectivité locale intéressée par la démarche. Celle-ci a conduit en 2019 à l'adoption des « Actes de Notsé », où autorités locales et société civile s'engagent à œuvrer pour une gouvernance participative. Il s'agit du premier document de ce type signé au Togo.

TOGO : PRATIQUES ET DÉFIS DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans le cadre de la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA) de la FGC, GeTM et 14 organisations membres ont mis en commun leurs expériences concernant les bonnes pratiques en lien avec ce thème fédérateur et les ont partagées avec leurs partenaires et avec les organisations intéressées.

En août 2020, la publication intitulée « Pratiques et défis de la souveraineté alimentaire dans la coopération internationale » a regroupé 8 fiches thématiques sur les principes et pratiques de la souveraineté alimentaire en Afrique. GeTM a contribué à la fois au processus de réflexion du groupe et à la rédaction de la Fiche « Accès au marché et à la commercialisation ». Celle-ci capitalise les expériences soutenues par GeTM au Togo, notamment la transformation des organisations paysannes en coopératives ou en entreprises solidaires, l'amélioration des standards de production, la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation de la production agricole ou encore la prestation de services communautaires.

Une attention spéciale a été portée à l'expérience des ESOP – entreprises de services et organisations de producteurs-trices – que GeTM soutient depuis 12 ans. Il s'agit d'un mécanisme novateur qui articule entrepreneurs et paysans et qui permet à de petits et moyens producteurs d'atteindre des marchés exigeants en termes de quantité et de qualité, de produire à un coût réduit et de dégager des bénéfices plus intéressants.

Partenaires de GeTM lors de l'atelier PSA au Togo



Quatre ESOP (de soja, riz et viande) se sont développées avec succès et bénéficient à 6'000 producteurs, dont 35 % de femmes et 50 % de jeunes. Plus de 4'500 tonnes de riz et de soja ont été produites et commercialisées en 2019. Ces entreprises s'articulent autour d'un réseau national formé de plus de 60 ESOP. Tant le riz que le soja sont commercialisés au niveau national sous une seule marque, ce qui a permis de faire une place aux produits togolais dans le marché des grandes villes.

COMMENT GeTM CONTRIBUE AUX ODD

LES objectifs de développement durable (ODD) sont des objectifs universels, adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 pour instaurer d'ici 2030 une société plus juste, plus prospère et plus paisible.

A son niveau, GeTM a fait de la lutte contre les inégalités sa mission principale. De ce fait, les 12 projets soutenus en Colombie, au Pérou, au Togo et au Bénin, ont l'ODD 10 – réduction des inégalités – comme dénominateur commun. Soucieuse de contribuer à la durabilité et d'atteindre des changements structurels pérennes, GeTM cible ses

Formation des coiffeuses de l'association ESPOIR. Cotonou, Bénin

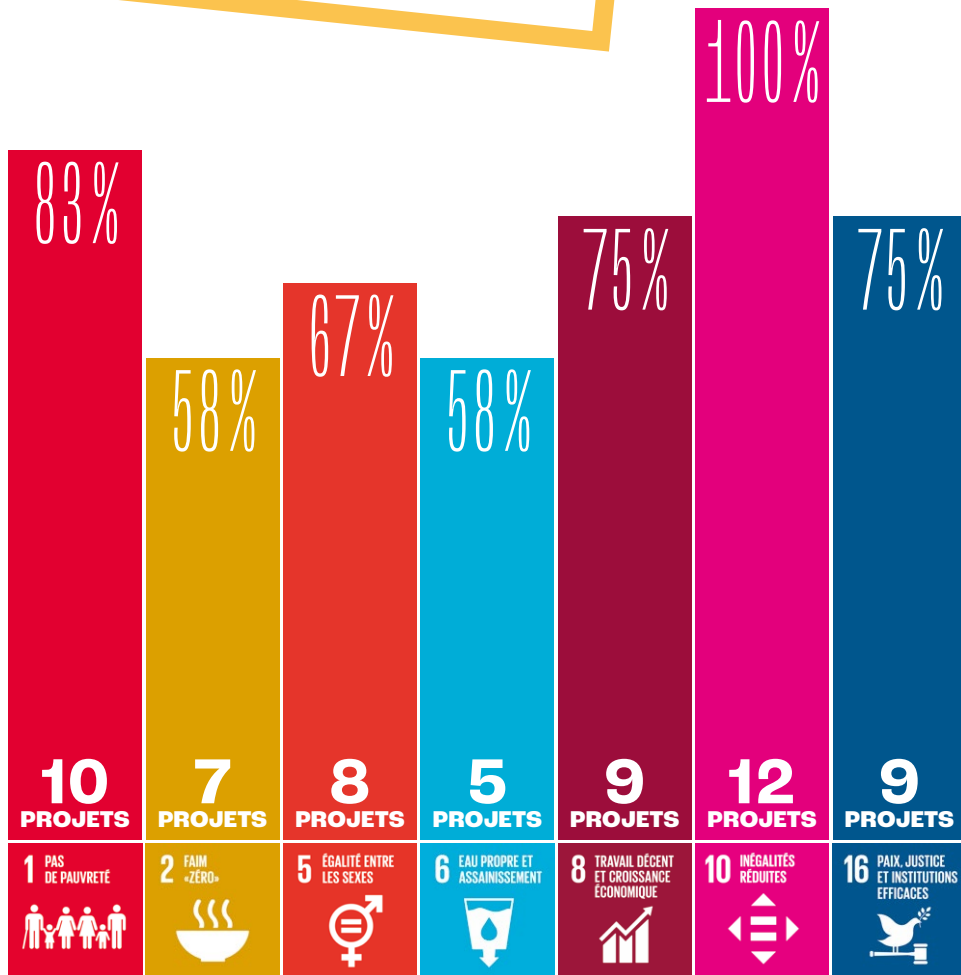


actions sur 7 objectifs de développement durable complémentaires, notamment la lutte contre la pauvreté, l'égalité de genre, le travail décent, la souveraineté alimentaire et la gestion durable de l'eau. Les soutiens de GeTM se font sur le moyen et long terme et visent à responsabiliser les autorités et à influencer les politiques publiques, locales ou régionales, ciblant ainsi l'ODD 16.

Pour GeTM, ces ODD sont également un levier supplémentaire pour rappeler aux autorités suisses fédérales et cantonales leurs engagements en faveur de l'aide au développement et pour encourager la mobilisation citoyenne sur des enjeux qui paraissent si lointains et déconnectés de notre quotidien.

Plus que jamais, GeTM doit faire preuve de créativité pour trouver des financements innovants et contribuer aux chances d'aboutissement de ces ODD.

Nous remercions les collectivités publiques qui nous font confiance et qui ont soutenu nos actions, via la FGC, pour un montant de CHF 894'222.– ainsi qu'aux fondations suisses et aux membres de GeTM qui ont soutenu nos projets pour un montant de CHF 64'481.–



2020 / LA CRISE SANITAIRE A DÉMULTIPLIÉ LES INÉGALITÉS

SELON les rapports des agences onusiennes, la pandémie a un impact dévastateur sur les populations les plus précaires. La crise sanitaire globale s'est rapidement transformée en un choc économique mondial qui a frappé durement les personnes les plus vulnérables, à savoir les ménages à faible revenu, les petits paysans, les travailleurs informels et plus particulièrement les femmes.

L'accès à la micro-finance a été fortement restreint, les marchés locaux sont souvent restés fermés et les réseaux de distribution ne sont plus parvenus à fournir les intrants nécessaires notamment aux petits paysans. La crise a également mis en évidence les énormes disparités dans l'accès aux outils informatiques et aux réseaux d'information numérique. La scolarisation à distance prônée dans la plupart des pays a davantage exacerbé les inégalités dans l'accès à l'éducation.

Cette crise sanitaire a eu pour conséquence de fragiliser certains processus de développement, notamment dans les régions rurales à fortes contraintes environnementales. Les dynamiques urbaines ont été complètement chamboulées. Les liens sociaux sont en train de se réinventer et nos partenaires font preuve d'une grande créativité pour aller de l'avant.

UN EFFET DÉMULTIPLICATEUR SUR LES INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES

Les femmes ont été les premières touchées par l'adjonction des crises sanitaires, sociales, économiques ou encore environnementales, du fait notamment de leur sur-représentation dans les métiers les plus précaires ou informels. Selon le rapport 2020 d'ONU Femmes, un an de pandémie a fait perdre vingt-cinq ans de progrès en faveur de l'égalité femmes-hommes.

Dans le « monde d'avant », les femmes et les filles étaient déjà les premières victimes des inégalités et de la pauvreté car elles assument la majeure partie des responsabilités familiales, gagnent moins, épargnent moins et occupent des emplois plus précaires : l'emploi des femmes est ainsi 19 % plus menacé que celui des hommes par la pandémie.

Dans les pays en développement, 75 % des femmes occupent un emploi informel, précaire ou dangereux, et jusqu'à 92 % des femmes dans les pays à faible revenu. La pandémie est venue empirer leur situation et accentuer leur précarité économique, déjà importante. Selon ONU Femmes, 47 millions de femmes et de filles à travers le monde risquent de tomber dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie et de ses conséquences.

À l'impact concret sur leur situation économique, s'ajoute l'augmentation des violences intrafamiliales et conjugales, qui pendant les périodes de confinement ont augmenté globalement de 30 % et jusqu'à 200 % dans certains pays. La crise a mis en évidence la grande fragilité des systèmes de protection sociale, en particulier le système de protection des enfants et des adolescents. Nos partenaires ont constaté une explosion des dénonciations d'agressions physiques et sexuelles sur les enfants et les adolescents.

Il est évident que cette crise a révélé de nouvelles vulnérabilités qui creusent encore plus les inégalités existantes, gommant ainsi les limites entre urgence humanitaire, droits humains et développement. Dans ce sens, 2021 se présente comme un grand défi à relever. GeTM est convaincue qu'il est encore possible de transformer cette crise en une opportunité qui fera émerger un avenir plus inclusif, plus résilient et plus durable.

Éleveuse de lama en formation artisanale. Salinas Huito, Pérou



NOS PARTENAIRES EN ACTION



Don des dispositifs de lave main et matériels de protection à la mairie de Kpele au Togo

LA pandémie a touché, à différents niveaux, chacun des projets que nous soutenons et nos partenaires se trouvent en première ligne pour réduire les effets de cette crise sur les populations les plus vulnérables. La réactivité des autorités étant très hétérogène, chaque partenaire s'est mobilisé pour s'y adapter ou pour venir en renfort des réponses étatiques, quand celles-ci tardaient à arriver.

EN AFRIQUE

Le Bénin et le Togo ont déclaré formellement l'état d'urgence sanitaire, mais n'ont pas réussi à appliquer toutes les mesures de protection. Plus de 60 % des habitants dépendent de l'économie informelle pour vivre – la vie sociale et économique dans ces pays se passant dans les rues et les marchés – il a donc été compliqué de garantir un confinement qui aurait permis aux populations de se protéger contre le virus.

C'est pourquoi, le Gradse, le Cetramode, la MVCP, ETD et le CDEL ont rapidement installé des kits pour le lavage des mains aux entrées des marchés locaux ou dans les établissements publics. Ils ont également sensibilisé les populations sur l'importance des gestes barrière, notamment au travers d'émissions de radio. Cet outil de communication a été repris par la suite pour mettre en place des formations et pour transmettre les informations aux populations bénéficiaires.

Au Togo, le confinement s'est couplé à une longue sécheresse, avec pour conséquence une grave pénurie alimentaire, amenant le Cetramode, dans la région des savanes, à distribuer des kits alimentaires aux familles les plus vulnérables.

EN AMÉRIQUE LATINE

La Colombie et le Pérou ont rapidement décrété des confinements stricts, empêchant nos partenaires de se rendre sur le terrain. Dans la banlieue de Lima au Pérou, l'organisation Desco a coordonné le travail des associations de quartier qui se sont organisées pour faire respecter le confinement et pour garantir l'approvisionnement en eau potable à des prix abordables. A Medellin en Colombie, Vamos Mujer a fait un suivi rapproché des conséquences du confinement sur la vie des femmes rurales, qu'il s'agisse de la surcharge de travail domestique, de l'aggravation des violences domestiques ou de l'impossibilité de réaliser des activités économiques, souvent informelles, et les a accompagnés dans la recherche d'actions concrètes pour y remédier.

Nos partenaires ont mis en place des outils pour garantir une bonne communication à distance : visioconférences ou webinaires quand l'accès à la technologie le permet, mais aussi utilisation des radios locales pour diffuser les informations et pour offrir des formations. Ils ont également profité de la popularité de réseaux sociaux pour systématiser les informations, notamment auprès de publics plus jeunes.

Les mesures déployées dans le cadre de nos projets n'étaient pas toujours aisées et ont requis des fonds complémentaires. La solidarité de nos membres a été fondamentale pour répondre rapidement à ces besoins. C'est pourquoi nous tenons à remercier tout-e-s ce-lle-ux qui nous ont permis de réagir dans l'immédiat et de garantir ainsi la durabilité des actions menées.

GeTM S'ENGAGE AUPRÈS DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES



Atelier sur les droits des enfants travailleurs. Cusco, Pérou

PROMOTION DES DROITS DES FILLES ET ADOLESCENTES EN EN COURS SITUATION DE TRAVAIL INFANTILE

| 2018-2021 | avec Cesip

La fragilité des systèmes de protection des enfants et adolescents a été mise à nu par la crise. Des adolescentes en situation de travail domestique qui sont restées chez leur employeur ont été privées de salaire. Celles qui sont retournées dans leur famille ont vu leur participation aux tâches ménagères augmenter et sont dans l'incapacité de suivre l'école à distance, l'accès à l'électricité, à internet et aux nouvelles technologies étant très limité.

Dans ce contexte, le projet a sensibilisé et informé 596 personnes directement concernées, et a permis à 241 filles et adolescentes d'acquérir de nouvelles compétences. Force est de constater que l'estime de soi

des filles et adolescentes est remarquable. Elles se sentent suffisamment outillées pour exercer et défendre leurs droits et ont une bonne connaissance des institutions vers qui se tourner pour obtenir de l'aide en cas d'abus ou de violation de leurs droits. Face à la pandémie, elles ont organisé des actions d'entraide et prônent une répartition équitable des tâches ménagères dans leurs familles.

Les dirigeants de la communauté sont motivés et deviennent des défenseurs actifs des droits des enfants et de la protection contre le travail infantile. 33 fonctionnaires locaux formés dans le cadre du projet sont aujourd'hui compétents pour intervenir de manière ciblée dans la protection des enfants et des adolescents. Ils appliquent les protocoles d'action intersectorielle pour la prévention, le retrait et la protection des adolescentes en situation de travail domestique.

FEMMES ORGANISÉES POUR UNE VILLE INCLUSIVE ET ÉGALITAIRE

EN COURS

| 2019-2022 | en partenariat avec Desco

Plus de 400 femmes de 40 organisations sociales de tous les districts de Lima se mobilisent pour proposer des projets d'intervention citoyenne et accroître la présence et la visibilité des femmes dans l'espace urbain.

Un vaste programme de formation a permis de renforcer leurs capacités d'organisation, mais aussi les connaissances nécessaires à la défense des droits fondamentaux et à la promotion de l'égalité de genre.

Dans le cadre de l'urgence sanitaire et de l'isolement social qui en découle, les activités ont dû être reformulées ou reportées. La mesure de confinement a affecté directement les organisations de femmes, limitées dans la possibilité d'organiser des réseaux de collaboration,

à participer à des ateliers de formation et à mener des actions de surveillance et de plaidoyer. Certaines activités ont eu lieu « en ligne » mais pour cela il a d'abord fallu faciliter leur accès à ces différents outils. Une plateforme virtuelle a été consolidée pour renforcer le réseau ainsi créé.

FEMMES HAUT-ANDINES ACTRICES DE L'AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS DE VIE

EN COURS

| 2018-21 | avec Descosur

La pandémie a eu un fort impact sur l'économie des hauts plateaux andins : la commercialisation de la fibre d'alpaga a été paralysée et le tourisme national et international a littéralement disparu. Les 9 coopératives de femmes impliquées dans le projet ont dû adapter leur production artisanale et ont développé des débouchés au niveau du marché local.

Des progrès notables ont été observés quant à l'autonomisation des femmes, tant au niveau économique que politique. Des femmes leaders assument des responsabilités dans les organisations communautaires et participent davantage aux décisions locales. Une des actions du projet était de sensibiliser les élèves de 5 écoles primaires à la question du genre, ce qui s'est révélé un grand succès et fixe une base pour la poursuite du travail d'intégration de cette dimension dans l'éducation secondaire. L'équipe a mis en place de nouvelles formes de communication numérique et d'appropriation des outils technologiques pour garantir la continuité des activités du projet.

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE COMME GARANTIE D'UNE PAIX DURABLE

Collecte d'échantillons par un comité de gestion de l'eau. Cundinamarca, Colombie



POUR LA PÉRENNITÉ DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE L'EAU **EN COURS**

| 2018-2021 | en partenariat avec Penca de Sábila

L'école communautaire de l'eau a renforcé les aspects institutionnels et les compétences techniques et administratives de 106 comités locaux de gestion de l'eau (appelés aqueducs communautaires) qui approvisionnent en eau potable plus de 200'000 personnes. Malgré le contexte de pandémie, la qualité de l'eau a pu être garantie. Les organisations communautaires ont également mené des actions conjointes pour la définition de plans d'aménagement du territoire et la conservation des bassins hydrographiques.

Cependant, en déclarant l'état d'urgence sanitaire, le gouvernement a pris des pouvoirs extraordinaires et a émis un règlement qui encourage la privatisation des services d'eau potable et impose de nouvelles exigences difficilement atteignables par les aqueducs communautaires.

Les différentes organisations communautaires de gestion de l'eau se sont mobilisées au niveau national afin d'ouvrir le dialogue avec le gouvernement colombien.

Parmi les points traités avec les autorités colombiennes, mentionnons la question de l'identité juridico-politique des organisations et leur accès aux subventions publiques. Des approches différenciées ont été proposées en matière fiscale, de cadres tarifaires, de surveillance et de comptabilité. Suite à cette mobilisation, le réseau national d'aqueducs communautaires s'est fortement consolidé et a renforcé sa légitimité. Il s'agit sans doute d'un premier pas vers la reconnaissance officielle de la gestion communautaire de l'eau.

RENFORCEMENT DE LA GESTION COMMUNAUTAIRE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'EAU

EN COURS

| 2018-20 21 | en partenariat avec EndaCol

Malgré cette timide prise de conscience officielle sur l'importance de la gestion communautaire de l'eau, les conflits territoriaux locaux mettent systématiquement sous pression les aqueducs communautaires. En effet, la pandémie et les mesures gouvernementales ont révélé un net recul des droits humains et une aggravation des inégalités : escalade de la violence envers les leaders sociaux, répression paramilitaire, stigmatisation des droits de réunion et recrudescence des conflits territoriaux opposant activités minières et environnement paysan. Des sentiments de peur et d'insécurité ont regagné les habitants.

La forte résilience de ces communautés face à la crise sociale, économique et sanitaire est réelle. Les 13'600 usagers, majoritairement paysans, des 16 aqueducs communautaires et les 50'700 indigènes de 4 réserves Embera bénéficiaires du projet s'en sortent sans aucun soutien de l'État. Le projet s'est ainsi adapté aux dynamiques locales et aux enjeux identifiés par les populations elles-mêmes : soutien au peuple Emberá-Chamí, en danger car très impliqué dans la surveillance environnementale ; soutien au peuple afrocolombien à Buenaventura, dont la situation sanitaire est très vulnérable par manque d'accès à l'eau potable ; accompagnement aux procédures judiciaires contre une décharge de déchets toxiques dans l'Ariari ou encore, accompagnement d'une organisation communautaire dans la définition du plan de développement local à Asoporquera.

DES FEMMES RURALES CONSTRUISENT DES TERRITOIRES PACIFIQUES ET ÉQUITABLES

EN COURS

| 2018-21 | en partenariat avec Vamos Mujer

La pandémie a eu un impact important sur les femmes rurales et a transformé leurs conditions de vie. L'isolement a notamment été révélateur de niveaux de violence domestique inouïs. Conjugué à la charge de travail domestique élevée, les femmes sont les plus touchées par les conséquences des situations de crise, approfondissant les inégalités de genre.

Les initiatives économiques en lien avec l'agroécologie et l'artisanat portées par 96 femmes ont permis de consolider des marchés locaux à Nariño, Sonsón et Santo. Les hommes et les jeunes se sont impliqués dans la production familiale et contribuent au partage équitable entre les tâches productives et reproductives. Ainsi, 56 potagers familiaux garantissent 50 % de l'autosuffisance alimentaire et améliorent la qualité de l'alimentation. Des activités complémentaires telles que la pisciculture, boulangerie, petit élevage ou encore la production de semences ont permis d'améliorer les revenus de 70 % des participantes. Par ailleurs, les organisations de femmes se sont mobilisées dans le cadre des planifications territoriales et d'initiatives pour la construction de la paix.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE PERMET DE REBONDIR ENSEMBLE

Bénin

RENFORCEMENT DES CHAINES AGROALIMENTAIRES ET D'ARTISANAT **EN COURS**

| 2018-2021 | En partenariat avec CDEL

Le projet soutient des groupes de femmes et de jeunes artisans qui s'adonnent traditionnellement à des activités informelles, peu rentables et non structurées.

Ces secteurs ont été durement impactés par la diminution du pouvoir d'achat qui a entraîné la chute des ventes et le ralentissement, voire la disparition de certaines microentreprises. A cela se sont ajoutés des taux d'intérêt abusifs qui rendent impossible l'accès aux microcrédits, alors que l'économie informelle était déjà fragilisée par une politique visant à chasser les commerçants de l'espace public.

Malgré ce contexte, les coopératives de femmes de Dogbo ont consolidé leurs processus de production, transformation et commercialisation. A Cotonou, 3 nouvelles coopératives de production et commercialisation ont été créées et les chaînes de valeur pour la transformation de la noix de palme et du manioc ont été renforcées.

Les jeunes fondeurs qui étaient très démotivés par la lourdeur et la disqualification du métier, peuvent aujourd'hui envisager un futur professionnel grâce à des techniques sûres et durables acquises lors de formations.



Égrenage de maïs par les entrepreneurs, région des Plateaux, au Togo

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE **TERMINÉ** ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

| 2017-2020 | En partenariat avec ETD

Ce programme a permis de construire un modèle de démocratie locale participative entre et les autorités des 4 préfectures du Haho, du Moyen-Mono, de l'Est-Mono et de Notsé et 50 associations de la société civile. Les mécanismes de concertation ont été fondamentaux pour développer l'économie paysanne et pour construire des infrastructures, telles que l'approvisionnement en eau potable ou l'aménagement des marchés. Aujourd'hui la démocratie participative locale est devenue une réalité avec laquelle il faut désormais composer suite à la prise de fonction des conseils communaux dans le cadre de la décentralisation politique.

Quatre ESOP, systèmes qui articulent entreprises sociales et organisations de producteurs, se sont consolidées et bénéficient à 6'000 producteurs de soja, riz ou viande, dont 35% de femmes et 50% de jeunes. Grâce à un changement d'échelle, les ESOP s'engagent dans les chaînes de valeur agroalimentaires dans le but de générer de nouveaux emplois.

GOUVERNANCE LOCALE POUR **EN COURS** UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

| 2020-2023 | en partenariat avec ETD

Ce projet donne suite aux actions développées avec succès dans les préfectures de la Région de Plateaux. Il vise à la fois à soutenir les autorités et les organisations de la société civile de 12 communes récemment créées, qui abritent 500'000 habitants, afin d'instaurer des dynamiques de gouvernance participative qui améliorent l'accès aux infrastructures et services de base; mais également à dynamiser le développement économique local par la création d'entreprises sociales de commercialisation et de transformation de la production rurale.

Il s'agit donc de promouvoir des dispositifs intercommunaux regroupant les 12 communes et de développer un réseau de 10 mini et petites entreprises de type ESOP dans le but de bénéficier à 8'500 producteurs et de créer une centaine d'emplois pour les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires autour des filières maïs, soja (provende) et miel.

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020

PÉRIODE DU
1^{er} JANVIER 2020
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
PRODUITS affectés aux projets (cf. Annexe 2)		
Financements FGC – Communes	264 743	201 061
Financements FGC – Ville de Genève	145 000	103 000
Financements FGC – État de Genève	81 187	149 203
Financements FGC – DDC	400 093	386 681
Sous-Total Financements FGC	891 023	839 945
Financements privés sur projets cofinancés FGC	42 531	42 725
Financements des projets divers	1 950	33 315
Don Loterie Romande (renouvellement informatique)	20 000	
Sous-Total Financements divers	64 481	76 040
TOTAL produits affectés aux projets	955 504	915 985
PRODUITS non affectés aux projets		
Cotisations des membres	1 340	1 850
Dons et legs divers	25 278	20 768
Honoraires et revenus pour prestations	4 455	-
Subvention Ville de Genève	15 500	15 500
Bénéfices manifestations		17 414
TOTAL des produits non affectés	46 573	55 532
TOTAL DES PRODUITS	1 002 077	971 517

	2020	2019
CHARGES sur les projets		
Dépenses des projets sur fonds FGC	-771 554	-809 931
Dépenses des projets sur fonds divers	-79 293	-35 571
Dépenses sur Loterie Romande (renouvellement informatique)	-16 327	
TOTAL charges des projets	-867 174	-845 502

Frais de fonctionnement

Frais de personnel	-110 065	-124 512
Loyers + charges des locaux + locations salles	-9 826	-13 829
Assurances	-471	-471
Frais bureautiques et informatiques	-1 335	-2 663
Frais de télécommunications et affranchissements	-1 985	-2 371
Frais publications	-1 397	-1 536
Frais de missions terrain	-	-1 999
Honoraires divers	-8 615	-1 616
Frais de fonctionnement divers (réunions, etc.)	-1 243	-3 062
Amortissements sur acquisitions		
TOTAL des frais de fonctionnement	-134 938	-152 059

	2020	2019
Participation aux réseaux		
Cotisations	-598	-510
Participation financière FGC	-8 910	-8 399
TOTAL participation aux réseaux	-9 508	-8 909

Transfert fonds propres sur projets	-8 450	-4 100
Total transfert fonds propres sur projets	-8 450	-4 100

TOTAL DES CHARGES	-1 020 069	-1 010 571
--------------------------	-------------------	-------------------

Résultat d'exploitation de l'exercice	-17 993	-39 054
--	----------------	----------------

Produits financiers	1	1
Charges financières	-348	-370
Résultat financier	-347	-369

Produits exceptionnels	198	7 972
Charges exceptionnelles		-544
Résultat exceptionnel	198	7 428

Résultat avant variation des fonds	-18 141	-31 995
---	----------------	----------------

Allocations aux fonds affectés (cf. Annexe 1)	-955 504	-915 985
Utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	867 174	845 502
Frais de gestion sur utilisations des fonds affectés (cf. Annexe 1)	106 528	107 082

Résultat de l'exercice (+ bénéfice / - perte)	57	4 604
--	-----------	--------------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020

ACTIF

Disponibilités

	2020	2019
Caisse	7	344
CCP	3 784	17 111
BCGE	25 011	35 254
TOTAL	28 802	52 709

Autres actifs circulants

Débiteurs divers	5 946	5 026
Créditeurs divers	0	0
Cautions	6 310	6 310
Charges payées d'avance	0	0
TOTAL	12 256	11 336

TOTAL ACTIF	41 058	64 045
--------------------	---------------	---------------

PASSIF

Capitaux étrangers à court terme

	2020	2019
Dettes sociales et fiscales	4 295	10 195
Créanciers et passifs transitoires	8 910	8 399
Fonds pour projets en cours (voir Annexe 1)	29 650	47 304
TOTAL	42 856	65 899

Capitaux étrangers à long terme

Prêts	0	0
TOTAL	0	0

Capitaux propres

Résultat reporté	(1 854)	(6 457)
Résultat de l'exercice (bénéfice)	57	4 604
TOTAL	(1 797)	(1 854)

TOTAL PASSIF	41 058	64 045
---------------------	---------------	---------------

ANNEXE 1: TABLEAU DE VARIATION DES FONDS AFFECTÉS AUX PROJETS EN 2020

Pays	Nom du Projet	Report au 01.01.2020	Allocations FGC aux fonds affectés	Allocations diverses aux fonds affectés	Utilisations des fonds FGC affectés	Utilisations des fonds divers affectés	Frais gestion sur fonds FGC	Frais gestion sur fonds divers	Transferts Internes	Solde au 31.12.20
Projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2020										
Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	620	99 516	26 031	-88 005	-50 970	-11 000	-7 679	31 315	-172
Colombie	Boyaca / ENDA / Renf. gestion communautaire et environnementale de l'eau	-316	90 442		-75 487		-9 436		-4 925	278
Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Pérennité de la gestion de l'eau potable	-9	120 950		-111 411		-13 926		4 925	529
Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	4 100	80 615	10 000	-70 373	-10 295	-8 760	-1 545		3 741
Pérou	Arequipa / Descosur / Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie	-189	89 175		-79 948		-9 993			-955
Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	741	86 725		-76 566		-9 571			1 329
Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	141	90 000		-79 929		-9 991			220
Togo	Savanes / Cetramode / Économie rurale et développement durable	891	37 490		-14 000	-1 500	-1 750	-225		20 906
Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	104	92 500	5 000	-82 346	-4 355	-10 293	-653		-43
Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	188	88 687	1 500	-79 963	-305	-9 995	-46		67
Sous-total des projets cofinancés via la FGC en cours au 31.12.2020		6 354	876 100	42 531	-758 028	-67 425	-94 714	-10 147	31 315	25 901
Projets cofinancés via la FGC terminés au 31.12.2020										
Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement économique local	67	14 923		-13 334		-1 667		11	0
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2020		67	14 923	-	-13 334	-	-1 667	-	11	0
Total projets cofinancés par la FGC au 31.12.2020		6 420	891 023	42 531	-771 362	-67 425	-96 381	-10 147	31 326	25 901
Projets financés hors FGC terminés ou en cours au 31.12.2020										
Bénin	Cotonou / CDEL / Prévention consommation de substances psychotropes	31 315							-31 315	-
Suisse	GeTM / Nouvelle identité	8 742				-11 516			2 774	-0
Suisse	Renouvellement informatique (Loterie Romande)			20 000		-16 327				3 673
Divers	GeTM / Fonds projets divers	911		1 950					-2 785	762
Sous-total des projets divers en cours au 31.12.2020		40 968	-	21 950	-	-27 843	-	-	-31 326	3 749
Correction sur exercice 2019					-192					
TOTAL DES PROJETS EN COURS ET TERMINES au 31.12.2020		47 388	891 023	64 481	-771 554	-95 268	-96 381	-10 147	-	29 650

ANNEXE 2 : FINANCEMENTS REÇUS POUR LES PROJETS EN 2020

A • FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC

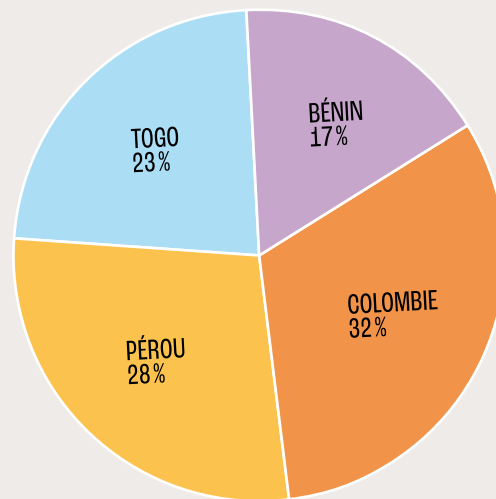
A • FINANCEMENTS FONDS PUBLICS REÇUS VIA FGC					Brut	Net
Communes	242 288	Bernex/ FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaines agroalimentaires et d'artisanat	21 600	2 1276
		Carouge/FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Pérennité de la gestion de l'eau potable	50 000	49 250
		Chêne-Bougères/ FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	46 322	46 322
		Choulex / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	2 500	2 500
		Confignon/FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Économie rurale et développement durable	9 625	9 490
		Lancy / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	40 000	39 400
		Meinier / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaines agroalimentaires et d'artisanat	5 241	5 241
		Onex / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	32 000	31 520
		Plan-les-Ouates / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Pérennité de la gestion de l'eau potable	20 000	19 700
		Satigny/ FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	15 000	14 775
		Versoix/FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	25 654	25 269
Ville de Genève	145 000	Vgen / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaines agroalimentaires et d'artisanat	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Pérennité de la gestion de l'eau potable	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	10 000	10 000
		Vgen / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	15 000	15 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	20 000	20 000
		Vgen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	20 000	20 000
État de Genève	81 187	Egen / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	20 000	20 000
		Egen / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	22 500	22 500
		Egen / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	38 687	38 687
Confédération	400 093	DDC / FGC	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaines agroalimentaires et d'artisanat	52 999	52 999
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / Penca de Sábila / Pérennité de la gestion de l'eau potable	32 000	32 000
		DDC / FGC	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	42 846	42 846
		DDC / FGC	Colombie	Boyaca / ENDA / Gestion de l'eau potable en périphérie urbaine	24 120	24 120
		DDC / FGC	Pérou	Arequipa / Desco / Femmes actrices de l'amélioration durable des conditions de vie	20 000	20 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima / Desco / Ciudad Mujer	50 000	50 000
		DDC / FGC	Pérou	Lima et Cusco / CESIP / Droits de filles en situation de travail infantile	35 205	35 205
		DDC / FGC	Togo	Notsé / ETD / Renforcement démocratie et développement éco. local	14 923	14 923
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	50 000	50 000
		DDC / FGC	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	50 000	50 000
		DDC / FGC	Togo	Savanes / Cetramode / Économie rurale et développement durable	28 000	28 000
Total fonds publics (FGC)					894 222	891 023

B • FINANCEMENTS DIVERS

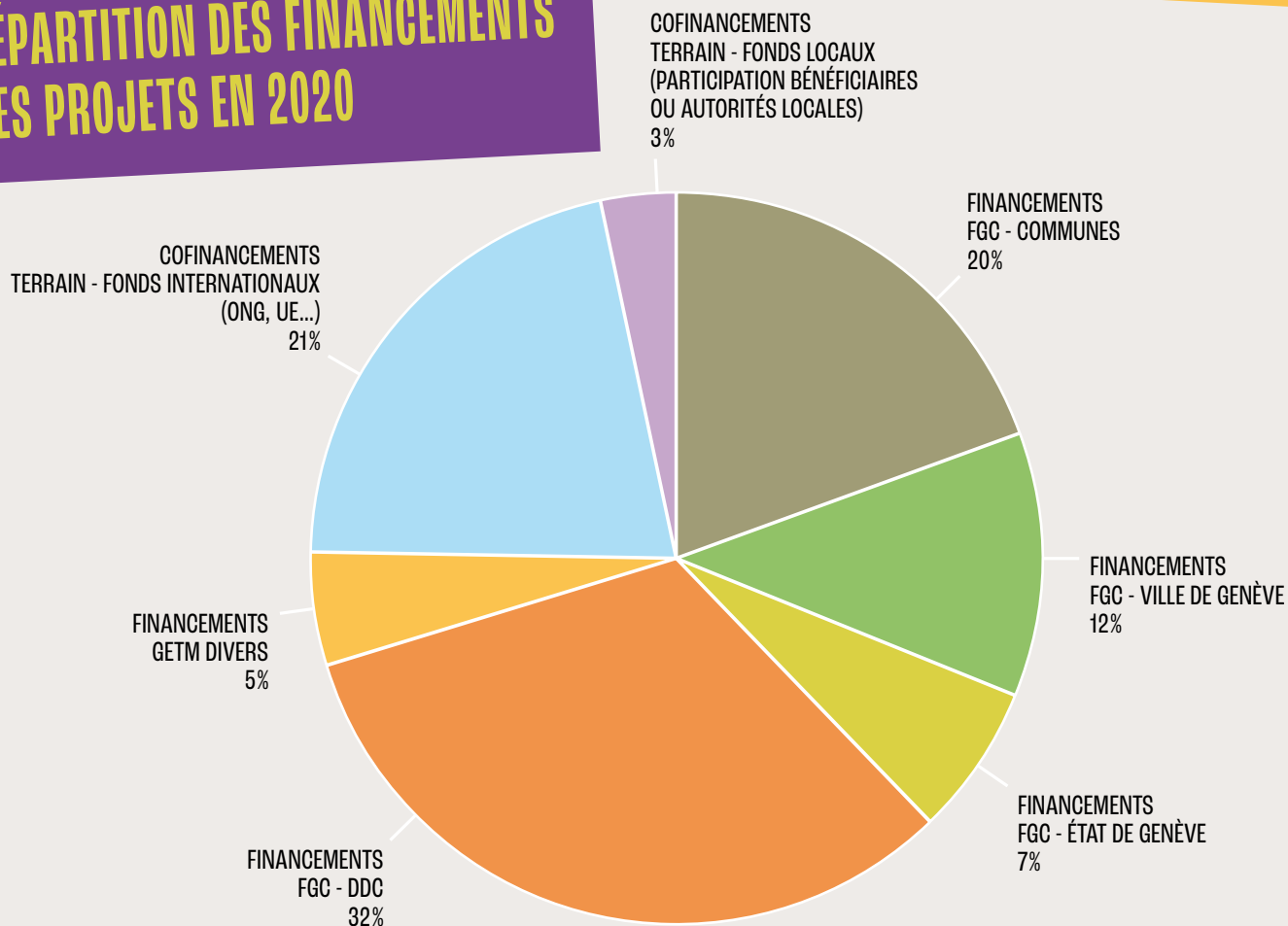
B • FINANCEMENTS DIVERS					Brut	Net
Divers	63 831	Fondation Maya Behn	Colombie	Antioquia / VAMOS / Construction de territoires pacifiques et équitables	10 000	10 000
		F. Helvétique de Bienfaisance	Bénin	Cotonou et autres / CDEL / Renforcement chaînes agroalimentaires et d'artisanat	26 031	26 031
		Loterie Romande	Suisse	Réaménagement bureau et renouvellement parc informatique	20 000	20 000
		Dons privés	Togo	Région centrale / MVCP / Promotion entrepreneurs agricoles viables Phase 2	5 000	5 000
			Togo	Région centrale / GRADSE / Renforcement sécurité alimentaire	2 000	2 000
		Fonds propres GeTM	Togo	Projets divers	800	800
Total fonds divers (hors FGC)					63 831	63 831
TOTAL RECU POUR LES PROJETS EN 2020					958 053	954 854

RÉPARTITION DES DÉPENSES PROJETS PAR PAYS

Pays d'intervention	Dépenses en CHF	Pourcentage
Bénin	138 975	17 %
Colombie	267 566	32 %
Pérou	236 443	28 %
Togo	195 803	23 %
Total	838 787	100 %



RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DES PROJETS EN 2020



UN GRAND MERCI

**EN 2020, GeTM
A PU MENER SES ACTIONS
GRÂCE AU SOUTIEN DES
INSTITUTIONS SUIVANTES :**

DDC - Direction
de la Coopération
au Développement
État de Genève
Ville de Genève
Ville de Carouge
Ville de Lancy

Ville d'Onex
Ville de Versoix
Commune de Bernex
Commune de
Chêne-Bougeries
Commune de Choulex
Commune de Confignon

Commune de Meinier
Commune de Plan-le-Ouates
Commune de Satigny
Fondation Maya Behn
Fondation Helvétique
de Bienfaisance
Loterie Romande

**NOUS REMERCIONS CHALEUREUSEMENT NOS 400 MEMBRES DONATEURS
POUR LEUR SOUTIEN ET LEUR SOLIDARITÉ.**

GENÈVE TIERS-MONDE

Rue de Villereuse 6 – 1207 Genève

Téléphone : 022-329-67-68

Email : info@getm.ch

www.getm.ch

CCP : 12-1114-7

IBAN : CH 98 0900 0000 1200 11147

Suivez-nous sur :



Photo de couverture : Atelier sur l'équité de genre en milieu rural, Antioquia, Colombie.

DEVENIR MEMBRE

Les membres de l'association reçoivent régulièrement des informations sur les projets ainsi que sur l'aide au développement en général. Ils ont le droit de vote dans les organes de l'association. La cotisation annuelle est de 50 CHF.

FAIRE UN DON

En soutenant financièrement GeTM, vous apportez une contribution précieuse pour le développement dans les pays du Sud. Les dons versés à l'association sont déductibles des impôts.